

L'ÉCHELLE DE L'ETAT-NATION : GOUVERNER LA FRANCE DEPUIS 1946

jeudi 16 août 2018, par [jbouffand](#)

L'apogée de l'Etat-nation (1946-1974)

A savoir :

Dates :

- 1946 : Début de la IV^e République
- 1958 : Début de la V^e République
- 1958-1969 : De Gaulle président
- 1973 : Premier choc pétrolier, début de la crise économique

État

Le terme d'État désigne une population habitant un territoire délimité, gouvernée par un ensemble d'institutions disposant du monopole de l'autorité publique.

Dans un sens plus large, on utilise aussi le terme d'État pour désigner le gouvernement.

État-nation

L'État-nation est un modèle politique où une nation, comprise comme une communauté politique de citoyens, est incarnée par un État qui assure seul l'autorité suprême sur un territoire bien défini.

La reconstruction d'un Etat-nation démocratique : la IV^e République

A savoir :

- Les grandes lignes de l'évolution historique amenant en France la coïncidence entre l'Etat, la Nation et le système républicain
- L'élargissement des compétences de l'Etat dans le cadre de l'Etat-providence
- Les grandes caractéristiques de la IV^e République et les critiques qui lui sont adressées

En France, l'évolution historique a conduit le système républicain à incarner l'Etat-nation. Au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, après la chute du régime de Vichy, la IV^e République réaffirme ce lien entre l'Etat, la Nation et la République. Face aux besoins de la reconstruction du pays, et sous l'influence d'une part des idées des mouvements issus de la Résistance, et d'autre part des idées keynesiennes, le rôle de l'Etat s'élargit considérablement et donne naissance à l'Etat-providence.

La Ve République : une revendication d'efficacité

A savoir :

- Les circonstances dans lesquelles la Ve République remplace la IV^e.
- Les grandes caractéristiques de la Ve République

Frappée par une crise politique majeure en raison des événements de la guerre d'Algérie, la IV^e République s'effondre. La Ve République qui la remplace tranche résolument avec les conceptions républicaines françaises traditionnelles. De Gaulle légitime la mise en place d'un nouveau régime par l'inefficacité, réelle ou supposée, des régimes républicains précédents. Dans les faits, la Ve République prolonge et élargit l'action de la IV^e République en matière d'Etat-providence.

Le rôle de l'Etat-nation remis en question (1974-1993)

A savoir :

Dates :

- 1974 : Valéry Giscard d'Estaing président
- 1979 : Deuxième choc pétrolier
- 1981-1995 : François Mitterrand président
- 1986-1988 : Première cohabitation

- Comprendre ce que signifie une politique de rigueur et une politique de relance
- Quelques exemples de mesures de rigueur ou de relance
- Ce qu'est une nationalisation

Quelques premiers ministres...

...incarnant une politique de relance : Mauroy (PS, premier ministre de 1981 à 1984)

...incarnant une politique de rigueur : Barre (centre droit, 1976-1981), Fabius (PS, 1984-1986), Chirac (droite gaulliste, 1986-1988)

L'Etat-providence face aux crises

Face à la crise économique et au problème du chômage, la politique de l'Etat, que ce soit sous des gouvernements de gauche ou de droite, apparaît rapidement comme inefficace.

Réviser le rôle de l'Etat-providence

L'impuissance de l'Etat-providence face aux conséquences de la crise le font rapidement considérer comme la source du problème, mais sa réforme se révèle à la fois ardue et peu efficace.

Quelle place pour l'Etat depuis 1993 ?

A savoir :

Dates :

- 1993-1995 : Deuxième cohabitation
- 1993 : entrée en vigueur du traité de Maastricht
- 1995-2007 : Jacques Chirac président
- 1997-2002 : Troisième cohabitation
- 2007-2012 : Nicolas Sarkozy président

L'Etat-nation de plus en plus concurrencé

Avec la décentralisation, à l'oeuvre depuis les années 80, et surtout la naissance de l'Union européenne, l'Etat républicain n'est plus la seule incarnation démocratique de la Nation. D'autre part, son inefficacité chronique à résoudre les problèmes sociaux et économiques entraîne des politiques visant à réduire le poids de l'Etat-providence.

L'Etat entre résilience et démission

Si le poids et l'envergure de l'Etat ne cessent d'être rognés par les politiques successives de réforme, la réduction de son champ d'intervention n'est en fin de compte que relativement marginale : il reste un acteur prépondérant dont la Nation continue à attendre beaucoup.